

ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE L'INTERIEUR

REGION FES-MEKNES

MARCHE N° :/2018

**Objet : Travaux d'Aménagement et Revêtement superficiel en
bicouche de la piste reliant la RP 5425 et la RR 507 à partir de
Galdamane vers la commune de Bab boudir
- Province de Taza -**

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 09/RFM/2018
du 16/03/2018 à 14H30MIN**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

Travaux d'Aménagement et Revêtement superficiel en bicouche de la piste reliant la RP 5425 et la RR 507 à partir de Galdamane vers la commune Bab Boudir – Province de Taza – **MARCHE N° :/2018**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, et décret n° 2.14.394 du 06 Chaabane 1437 (13Mai 2016), approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés des travaux.

Entre les soussignés :

Monsieur, Président du Conseil de la Région Fès-Meknès, agissant au nom et pour le compte du conseil régional de la Région Fès-Meknès, désigné ci-après par le terme Administration en qualité de Maître **d'ouvrage**.

d'une part

Et.

A: Pour les personnes physiques

Je soussigné:

Numéro du tel :numéro du fax :

Adresse électronique :

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le N°.....

Inscrit au registre du commerce de..... sous le n°.....

N° de Patente :

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR(RIB)

Ouvert a : au nom de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».

D'autre part,

B: Pour les personnes morales

Je soussigné :

Numéro du tel :numéro du fax :

Adresse électronique :

Agissant au mon et pour le compte de :

(raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :

Adresse du siège social de la société :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre du commerce sous le N°.....

N° de Patente :

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB) :

Ouvert aau nom de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».

D'autre part,

C : Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

-

-

...

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que

mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun

sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Travaux d'Aménagement et Revêtement superficiel en bicouche de la piste reliant la RP 5425 et la RR 507 à partir de Galdamane vers la commune de Bab Boudir – Province de Taza –

En lot unique pour Le compte de la région Fès-Meknès « **MAITRE D'OUVRAGE** »

ARTICLE 2 : CONSISTANCE ET DESCRIPTIONS DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter au titre du présent marché comprennent :

1 -Travaux de construction du corps de chaussée :

ROUTE	PK ORIGINE	PK FIN	Largeur de la Chaussée	NATURE ET EPAISSEUR DES DIFFERENTES COUCHES
Piste reliant RP 5425 et RR 507	0+000	9+054	4,00 m	30 F2+ 20 GNF2+15 GNB+RS

2- Travaux des accotements :

ROUTE	PK ORIGINE	PK FIN	Largeur des accotements		NATURE ET EPAISSEUR DES DIFFERENTES COUCHES
			CD	CG	
Piste reliant RP 5425 et RR 507	0+000	9+054	0,70 m	0,70 m	20GNF2+ 15MS1

ARTICLE 3 : TRAVAUX D'ASSINISSEMENT

Conformément aux plans et détails d'exécutions.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

L'entreprise devra fournir dans les délais prescrits les documents mentionnés dans le tableau ci après et définis dans le fascicule du C.P.C pour les travaux routiers courants.

Désignation du document	Délai	Réf. Au CPC
Programme des travaux	15 jours à dater du lendemain du jour de la notification de l'approbation du marché.	Fascicule n°1, article n°20 Article 41 du CCAG-T
Organisation et installation de chantier	15 jours à dater du lendemain du jour de la notification de l'approbation du marché.	Fascicule n°1, article n°21
Liste du matériel	15 jours à dater de lendemain du jour de la notification du marché.	Fascicule n°1, article n°22
Cahier de chantier	Dés le commencement des travaux.	Fascicule n°1, article n°22
Plan de signalisation de chantier	10 Jours avant le commencement des travaux	ART 26 du Fascicule n°1

Pour chaque type de matériel, l'entrepreneur devra préciser ses caractéristiques et la date de son affectation au chantier.

ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE - DOCUMENTS GENERAUX - TEXTES SPECIAUX

Les obligations de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux, objet du marché, résultent de l'ensemble des documents suivants :

A - Pièces constitutives du marché :

- 1/ - L'acte d'engagement.
- 2/ - Le présent cahier des prescriptions spéciales.
- 3/ - Les plans et dessins
- 4/ - Le bordereau des prix. Détail estimatif.
- 5/ - Le C.P.C. routier.
- 6/ - Le C.C.A.G-T

En cas de contradiction entre ces documents, les prescriptions du document portant le numéro le moins élevé primeront.

B - Documents généraux :

Pour l'exécution du présent marché, l'entrepreneur reste soumis aux textes généraux suivants :

1. Dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) portant promulgation de la loi organique n° 111-14 relative aux régions
2. Le Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
3. Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements;
4. Le cahier des clauses administratives générales C.C.A.G.T. applicables au marché de travaux approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13/05/2016).
5. Décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques
6. Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19/02/2015) portant promulgations de la loi n°112-13 relatif au nantissement des marchés publics.
7. Le Dahir n°1-86-347 du rabia II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la Loi n° 30-85 relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) .
8. Arrêté du Chef du Gouvernement n° 3-302 du 27 novembre 2015 fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
9. Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires
10. Le décret n° 2.73.371/ du 27 Hijja 1395 (30 décembre 1975) fixant les conditions d'agrément et de contrôle des géomètres privés et les sociétés exécutant des travaux topographiques pour le compte des Administrations publiques et de certaines personnes.
11. Arrêté du Ministre de l'Equipement et du Transport N° 2053-13 du 26/06/2013 abrogeant et remplaçant le tableau annexé au décret n°2.98.984 du 22-3-1999 instituant, pour la passation de certains marchés de services pour le compte de l'Etat, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.
12. Arrêté n° 1871-13 du 13-06-2013 fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 relatif aux marchés publics.
13. La circulaire n° 75 IGSA du 22.01.82 relative à la réglementation et la législation du travail.
14. La circulaire du premier Ministre n° 397 CMB du 27 Moharrem 1401 (5 Décembre 1980) relatif aux assurances des risques situés au Maroc.
15. Le Cahier des prescriptions communes (C.P.C) applicables aux travaux routiers courants du l'état et édité par lui, en vertu de l'arrêté n° 451.83 du 6/12/82.
16. Arrêté n° 1872-13 du 13/06/2013 relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.
17. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3573-13 du 10/12/2013 fixant les cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
18. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3574-13 du 10/12/2013 fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
19. Arrêté du ministre de l'intérieur n°218 du 03 Novembre 2015 fixant les modalités de la composition des commissions d'appel d'offres ouvert des Régions

20. Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1041-99 du 16 rabii I 1420 (30/06/1999) étendant au ministère de l'intérieur les dispositions du décret n° 2-94-223 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1994) instituant pour le compte du ministère des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres, un système de qualification et de classification des entreprises de Bâtiment et de travaux publics. B.O. n° 4732 du 07/10/1999.

21. Arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret relatif aux marchés publics.

Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires, l'entrepreneur devra se conformer aux plus récents d'entre eux. L'entrepreneur attributaire du présent marché devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

L'entreprise déclare :

Avoir apprécié toutes difficultés résultant du terrain de l'emplacement des constructions, des accès, des alimentations en eau et en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter en cours des travaux pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération,

Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des travaux,

Avoir fait préciser tous les points susceptibles de contestation,

Avoir fait Tous les calculs et tous détails, n'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présenté par elle et de nature à donner lieu à discussion.

ARTICLE 7 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION - VALIDITE DU MARCHE - DELAI D'EXECUTION – PENALITES

➤ Validité du Marché

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après visa du Trésorier Régional de Fès et son approbation par l'autorité compétente et sa notification au titulaire du marché.

➤ Délai de Notification de l'Approbation

En application de l'article 153 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics l'approbation du doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de (soixante quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis, dans le cas où le délai de validité des offres est prolongé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret ci-dessus, le délai d'approbation visé ci – dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, main levée lui est donnée de son cautionnement provisoire

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'article 33 ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax, confirmer ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas Trente (30) jours, l'attributaire doit faire connaître sa

réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage .En cas de refus de l'attributaire , main levée lui est donnée de son cautionnement provisoire .

➤ **Délai d'exécution**

Le délai d'exécution est fixé à **huit (08) mois** pour pouvoir être pris en considération, les arrêts de chantier dus en cas de force majeure devront être signalés dans les 48 heures au bureau d'étude et au maître de l'ouvrage. Le délai d'exécution des travaux prendra effet à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

➤ **Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

Dans le cas où le délai contractuel précisé dans l'ordre de service de commencer les travaux serait majoré ou les prolongations prévues par le présent cahier des charges ne serait pas tenu, l'entrepreneur titulaire du marché subira sur ses créances et au besoin sur ses cautions et sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard, une pénalité égale au 1/1000ème du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Cette pénalité sera plafonnée à 8 % du montant total des travaux relatif au marché, conformément aux dispositions de l'article 65 du C.C.A.G.T.

➤ **Intérêts moratoires**

Conformément au décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, le défaut d'ordonnancement et de paiement des sommes dues dans le délai prévu par le décret mentionné ci-dessus au profit du titulaire d'un marché visé à l'engagement et approuvé par la réglementation en vigueur, fait courir de plein droit et sans formalité préalable des intérêts moratoires au bénéfice dudit titulaire, lorsque le retard incombe exclusivement à l'administration, et cela conformément au décret n° 2-16-344 mentionné ci-dessus.

ARTICLE 8 : PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra soumettre au maître d'ouvrage et au BET dans les quinze jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, le calendrier d'exécution des travaux selon lequel il s'engage à conduire le chantier, comportant tous renseignements et justifications utiles. Au cas où la cadence d'exécution des travaux deviendrait inférieure à celle prévue au dit calendrier, l'administration fera application des mesures prévues à l'article 79 et /ou 80 du C.C.A.G.T. même pour les délais partiels portés au planning. Le planning des travaux sera obligatoirement affiché au bureau du chantier et constamment tenu à jour sous la surveillance du maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE

➤ **Cautionnements Provisoire et Définitive**

En application de l'article 14 du CCAGT., le cautionnement provisoire à remettre est fixé à la somme de **Soixante mille (60 000,00)** dirhams.

Le cautionnement définitif est fixé à **TROIS POUR CENT (3%)** du montant du marché initial. Il devra être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, et ce conformément à l'article 15 du CCAGT.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

➤ **Retenue de garantie**

La retenue de garantie à prélever sur les acomptes mensuels en application de l'article 64 du CCAGT est de (10%) dix pour cent du montant du décompte .Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra 7%(Sept pour cent) du montant initial du marché.

ARTICLE 10 : DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par le titulaire d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article 20 du CCAGT, toutes les notifications qui se rapporteront à son entreprise seront valables lorsqu'elles auront été faites dans l'adresse indiquée à l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 : SOUS - TRAITANCE

Conformément à l'article 158 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, la sous traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie l'exécution d'une partie de son marché à un tiers. Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat précité.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics .

Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze jours (15 j) à compter de la date de l'accusée de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

ARTICLE 12 : CONTROLE DES TRAVAUX :

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des travaux par le bureau d'étude BET chargés du contrôle ou de l'administration, l'entrepreneur devra laisser libre accès de ses chantiers à leurs agents, leur présenter, s'ils le demandent, toutes pièces du marché et leur fournir tous renseignements et explications utiles pour faciliter leur mission.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

1- L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître de l'ouvrage.

2- Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix figurent notamment les frais de branchement de chantier aux réseaux d'eau, d'électricité, etc...., et les consommations correspondantes pendant toute la durée du chantier.

3- En application de l'article 44 du CCAGT, le délai pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est fixé à 15 (Quinze) jours de calendrier à compter de la date de réception provisoire. En outre, une pénalité spéciale de 200 DH (deux Cents Dirhams) par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de

la date d'expiration du délai de 15 jours indiqué plus haut. Cette pénalité sera retenue d'office, par le Maître de l'ouvrage, sur les sommes encore dues à l'entrepreneur.

4- L'entrepreneur établira à ses frais le métré des travaux par un métreur agréé. Le métré établi servira de base pour la vérification et l'établissement des situations contradictoire qui seules serviront de base aux paiements des travaux à l'entreprise.

ARTICLE 14 : ECHANTILLONNAGE

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du M.O un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fourniture qu'il se propose d'employer. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation donnée par ordre délivré par M.O.

Les échantillons seront déposés au bureau de chantier prévu à l'article 201 & 2 du D.G.A. et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

L'entrepreneur devra présenter, à toute réquisition, les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

ARTICLE 15 : PLAN DE RECOLEMENT

En fin d'exécution, l'entrepreneur remettra, au Maître d'Ouvrage, un calque et trois tirages des plans aux échelles appropriées et sur CD ou USB.

Ces plans de récolement doivent être impérativement signés, et approuvés par le BET, le cas échéant, avant d'être remis au maître d'ouvrage.

La réception définitive ne pourra être prononcée, qu'après remise des plans de récolement par l'entrepreneur au maître d'ouvrage.

ARTICLE 16 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

1-La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;

2-Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

3-Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

4-Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

5-Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché, ainsi que les frais du timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RECEPTION PROVISOIRE

Il sera procédé à la réception provisoire des travaux par le maître d'ouvrage après notification par lettre recommandée de l'entrepreneur à la fin de ses travaux et ses essais et après remise des dossiers définitifs.

Cette réception sera prononcée après constatation du parfait état de fonctionnement des installations établies suivant les règles de l'art et conformément aux dispositions de l'article 73 du CCACT.

ARTICLE 18 : RECEPTION DEFINITIVE

Il sera procédé à la réception définitive par une demande de L'entrepreneur par écrit vingt (20) jours au plus tard avant l'expiration du délai de garantie prévu à l'article 75 du CCAGT du 13 mai 2016, au maître d'ouvrage de procéder à la réception définitive des travaux.

Le maître d'ouvrage désigne la ou les personnes pour procéder à la réception définitive au plus tard dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai de garantie en application des dispositions de l'article 76 du CCAGT.

ARTICLE 19 : REGLEMENT DE POLICE ET DE VOIRIE

L'entrepreneur devra obligatoirement se soumettre à tous les règlements de police et de voirie en vigueur sur le lieu des travaux. L'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts ou détournements commis par son personnel ou par des tiers sur son chantier ou dans les bâtiments avoisinants mis à sa disposition.

ARTICLE 20 : ORDRES DE SERVICES - LETTRES – INSTRUCTIONS.

L'entrepreneur se conformera strictement aux plans, tracés, dessins de détails fournis par le B.E.T ainsi qu'aux ordres de service, lettres et instructions qui lui seront notifiés ou adressés par le l'Administration (maître d'ouvrage).

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même, les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour une exécution contraire à la volonté du maître d'ouvrage pour justifier un retard dans l'exécution.

ARTICLE 21 : MODIFICATIONS

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de modifier à tout moment telle ou telle partie d'ouvrage qu'il jugera nécessaire pour une meilleure réalisation du projet dans le respect des articles du 55 au 59 du CCAGT.

ARTICLE 22 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES TRAVAUX EN DIMINUTION

Sont désignés par ce terme, tous les travaux en plus ou en moins de ceux initialement prévus par suite de modification.

Il est précisé que seuls seront considérés comme travaux modifiés et par suite réglés ou retenus à l'entrepreneur, les travaux dus à des changements ordonnés par ordre de service du Maître d'ouvrage

ARTICLE 23 : DOCUMENTS

L'Entrepreneur est tenu de vérifier les cotes et signaler en temps voulu toutes erreurs matérielles qui auraient pu se glisser dans les plans ou pièces écrites qui lui seraient notifiés.

Aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans pour l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra s'assurer, sur place avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications des plans et dessins de détails. Dans le cas de doute, il se référera immédiatement au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 24 : MALFAÇONS

Si des malfaçons viennent à être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits à la charge de l'Entrepreneur. Si ces réfections entraînent des dépenses pour d'autre corps d'état, ces dépenses seront également à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 25 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR- DIRECTION ET ENCADREMENT DU CHANTIER

L'Entrepreneur sera tenu d'assister personnellement ou par son représentant aux rendez-vous de chantiers qui seront fixés dès la première réunion (au moins deux fois par mois).

Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur sera représenté, en permanence sur le chantier, par un responsable qualifié. La direction de ce chantier devra être effectivement assurée sans interruption.

Si la qualification du responsable n'apparaît pas suffisante, l'Administration pourra en demander le remplacement ou l'assistance jugée nécessaire.

ARTICLE 26 : APPROVISIONNEMENTS

Vu le court délai des travaux, il n'y aura pas de règlement par approvisionnement.

ARTICLE 27 : MODE DE REGLEMENT DES OUVRAGES

Les ouvrages seront réglés aux mètres par application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées. Les prix remis par l'Entrepreneur correspondent à des ouvrages exécutés selon les règles de l'art et en parfait état d'achèvement.

ARTICLE 28 : NETTOYAGE DU CHANTIER

L'Entrepreneur devra évacuer régulièrement des lieux où il travaille, les gravois ou débris qui sont le fait de ses activités. Le maître d'ouvrage pourra à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément les locaux devront être laissés parfaitement nets.

Les gravois et débris seront déposés au voisinage du chantier en un ou plusieurs endroits désignés par le BET et seront évacués aux décharges publiques aux frais de l'Entreprise.

Après l'exécution des travaux, les voies devront être dans un état de propreté indispensable à l'introduction des usagers.

ARTICLE 29 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

L'Entrepreneur devra supporter les frais de timbres et, s'il y a lieu, les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché.

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES

Le règlement des différends et litiges devrait être conforme aux stipulations des articles 81,82,83 et 84 du CCAGT.

De telles contestations ou difficultés ne devront en aucun cas être mises en avant pour suspendre ou retarder l'exécution du marché.

ARTICLE 31 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

L'Entreprise disposera pour l'installation de son chantier des terrains avoisinant les constructions. Il devra prévoir, dès l'ouverture du chantier, la construction d'un local à usage de bureau pour les réunions de chantier. Ce local devra avoir 20 m² minimum et comportera des panneaux d'affichage pour les plans, planning, etc..... Une table de travail pour vingt personnes sera installée avec les chaises ou bancs de même capacité. Le local sera équipé éventuellement du téléphone et des sanitaires nécessaires.

Un cahier de chantier en Trifold sera en permanence à la disposition du Maître de l'ouvrage ou de ses représentants.

Les frais d'installation du bureau de chantier et toutes autres installations nécessaires sont à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 32 : MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES

D'une manière générale, les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux dessins et plans visés "Bon pour exécution" qui seront notifiés à l'Entrepreneur.

Les plans nécessaires restent toujours la base de l'ouvrage, tous les dessins annexés devront s'y conformer.

Les dimensions portées aux plans d'exécution et dessins de détail sont celles des travaux ou ouvrages complètement terminés.

ARTICLE 33 : ESSAIS DE MATERIAUX

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3,4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courants et sont complétés et modifiés par les dispositions de La note circulaire concernant le contrôle et le suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 conformément aux tableaux , ci-dessous :

- **Graves non traitées:**

Désignation du matériau	Qualité du matériau à contrôler	Désignation de l'essai	Fréquence des essais	
			Essai d'agrément sur (300m ³) ou sur une production journalière	Essai de recette
Graves non traitées	Granularité	- Granulométrie	5 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance (**)	1/1000m ³
	Propreté	- Indice de plasticité - Equivalent de sable sur 0/2 ou 0/5 - Valeur au bleu	5 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance (**)	1/1000m ³ 1/1000m ³ 1/1000m ³
	Dureté	- Los Angeles - Micro Deval Humide (MDE)	2 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance	1/5000m ³ 1/5000m ³
	Angularité(*)	Indice de concassage ou angularité	Pour chaque catégorie de matériau et par provenance	1/5000m ³

(*) : Essai valable uniquement pour les ballastières.

(**) : Les résultats des essais d'agréments des graves non traitées, relatifs à la granulométrie sont considérés concluants si au moins 3 (Trois) courbes granulaires sur 5 (Cinq) sont inscrites dans le fuseau préconisé.

- ♦ **Gravillons pour Revêtement Superficiel Bicouche**

Désignation du matériau	Qualité du Matériau à Contrôler	Désignation de l'essai	Fréquence des essais	
			Essai d'agrément sur (100m ³) ou sur une production journalière	Essai de recette
Granulats 6/10 10/14	Granularité	Granulométrie	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m ³
	Propreté	% éléments inférieur à 0,5 mm	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m ³
	Dureté	Los Angeles	1 essai pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/500 m ³
		Micro Deval Humide (MDE)	1 essai pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/500 m ³
	Angularité (*)	Indice de concassage ou angularité.	Pour chaque classe granulométrique et par provenance.	1/200 m ³
	Forme	Coefficient d'aplatissement	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m ³
	Adhésivité	NM n° 03.4.036	1 essai par provenance	1/500 m ³

(*) : Essai valable uniquement pour les ballastières

- **Matériaux sélectionnés pour accotements**

Désignation du matériau	Qualité à contrôler	Nature de l'essai	Fréquence de l'essai
- Matériaux pour couche supérieure des accotements	- Granularité - Propreté - Dureté - Teneur CaCO ₃	- Granulométrie - I.P (1) - L.A (1) - Teneur CaCO ₃ *	- Chaque 1000 m ³ - Chaque 1000 m ³ - Chaque 5000 m ³ - Chaque 5000 m ³

(*) : Pour les matériaux carbonatés uniquement

(1) : Qualité non exigée pour les matériaux carbonatés dont la teneur en CaCO₃ est supérieure à 70%.

Il est expressément précisé que les frais de reprise des essais non concluants sont à la charge de l'entrepreneur. Dans le cas échéant, ces dépenses seront déduites des acomptes de l'entreprise dus par l'exécution du présent marché.

ARTICLE 34 : ORGANISATION DU CHANTIER - COMMANDE DE MATERIEL

Dans un délai de **8 (huit)** jour de la notification de l'ordre de service lui prescrivant de commencer les travaux, l'Entrepreneur devra faire agréer par le bureau d'étude, les dispositions détaillées qu'il compte modifier ou compléter, si elles ne donnent pas satisfaction.

Après approbation des dispositions définitives et après le choix définitif du matériel proposé, l'Entrepreneur devra dans un délai de 8 (huit) jours à partir de l'invitation qui lui sera faite par ordre de service, proposer un nouveau programme permettant de rattraper le retard et respecter le délai contractuel.

Dans le cas où il serait impossible d'établir un nouveau programme respectant le délai contractuel, l'acceptation éventuelle du nouveau programme par le bureau d'étude ne modifie en rien le calcul des pénalités stipulées à ce présent C.P.S.

ARTICLE 35: AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Toute augmentation, diminution dans la masse des travaux ou changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages du présent marché, sera faite conformément aux dispositions des articles 12, 57 et 58 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 36 : NATURE DES PRIX

Il est formellement stipulé que l'Entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature et des conditions et difficultés d'exécution des travaux établis par le maître de l'ouvrage, avoir visité l'emplacement de la future construction, s'être rendu sur place et s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Les prix établis par l'Entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de notamment gardiennage du chantier, impôt droits, régie, assurances, frais de métrés et d'études et en général toutes charges imposées par les règlements de l'état et municipaux à la date de la remise de l'offre.

ARTICLE 37 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, et de l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015 fixant les règles et conditions de révision des prix, les prix du présent marché sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_o * (0.15 + 0.85 * (TR_{3bis} / TR_{3bis0}))$$

Dans laquelle :

P= prix hors taxe révisé de la prestation considéré

Po= prix hors taxe initial de cette même prestation

TR3b et TR3bo= index global relatif aux travaux de construction de routes avec enduit superficiel y compris fourniture de liants tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux index globaux datée de Mars 1987 ou en vigueur.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de la séance d'ouverture des plis.

Les valeurs à prendre en compte pour la révision des prix sont celles du mois de réalisation des prestations.

ARTICLE 38 : ETABLISSEMENT DES DECOMPTES

Les travaux seront réglés sur situations mensuelle ou chaque fois si nécessaire sur la base des situations et métrés. Ces situations seront présentées sous forme cumulative. A ce titre, chaque situation devra faire apparaître la totalité des ouvrages exécutés depuis le début du chantier jusqu'à la fin du mois à l'issue duquel la situation considérée est établie à l'issue de ce mois et la situation établie à l'issue du mois précédent, chaque situation sera évaluée par application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités d'ouvrages réellement exécutées à l'issue du mois auquel la situation considérée se rapporte telles qu'elles découlent des métrés correspondants

ARTICLE 39 : COMPTE PRORATA

Le marché est traité en lot unique, il n'y aura pas de compte prorata.

ARTICLE 40 : PRESCRIPTIONS DANS L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE

Se référer à l'article 23 du CCAGT.

ARTICLE 41 : FRAIS DIVERS

L'entrepreneur supportera tous les frais de consommation d'eau et d'électricité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 42 : DEROGATION DU C.C.A.G.T.

L'Entrepreneur se référera au présent cahier des prescriptions spéciales pour toutes les clauses en dérogation avec le C.C.A.G.T.

ARTICLE 43 : TAXES (T.V.A.)

Les prix remis par l'Entrepreneur tiennent compte également de toutes les charges et sujétions résultant de l'application du marché, ainsi que toutes les taxes et, en particulier, la taxe sur la valeur ajoutée en application du Dahir n° 1.85.347 du 7 Rabia II 1406 (20 Décembre 1985) portant promulgation loi n° 30.85 et ses modifications.

ARTICLE 44 : CONTROLE DE L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE

L'Entrepreneur devra avoir sur le chantier la liste constamment tenue à jour des ouvriers employés sur le chantier. Les ouvriers présentés par le bureau de placement seront portés sur la liste à part.

ARTICLE 45 : RESILIATION

Les conditions de résiliation du présent Marché sont celles prévues par les articles : 64, 65, 66 ,69,70 et 79 du C.C.A.G.T du (13 mai 2016).

ARTICLE 46 : CONTROLE TECHNIQUES ET SUIVI

Le suivi et le contrôle des travaux doivent être exécutés par l'administration ou par un BET mandaté par la maître d'ouvrage sous la supervision de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets (AREP-FM).

En sus des études techniques, le BET est chargé d'établir les prévisions des dépenses (calendrier des paiements de l'entreprise) ; de réceptionner les divers travaux
Tous les essais de laboratoire sont à la charge de du maître d'ouvrage.

ARTICLE 47: RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE, ASSURANCE APPLICABLE AUX TRAVAUX

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage les attestations justifiant la souscription de polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché conformément au paragraphe 1 de l'article 25 du C.C.A.G.T tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-14-394 du 13 Mai 2016.

Aucun règlement ne sera effectué tant que l'entrepreneur n'aura pas adressé au maître d'ouvrage copies certifiées conformes des polices d'assurances contractées pour la couverture des risques énumérés au paragraphe 1 de l'article 25 du CCAGT

CHAPITRE II :

PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

ARTICLE II-1- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Comme il est spécifié aux articles 10.4 et 10.5 du fascicule 3 du CPC et aux articles 30 et 31 du CCAGT. L'Entrepreneur doit veiller à ce que l'extraction des matériaux ou leur dépôt ne puisse nuire de quelque façon que ce soit à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux.

L'entrepreneur doit veiller à ce que les emprunts et dépôts ne compromettent pas la stabilité des massifs naturels. Ni ne risque du fait de leur entraînement par les eaux ou par toute autre raison de causer des dommages aux personnes et aux biens publics ou privés. Dans ce cas, l'entrepreneur serait entièrement responsable de ces dommages. Ce dernier accordera une importance particulière et assurera la remise en état des lieux après achèvement des travaux sur les deux axes routiers.

Le maître d'ouvrage délégué pourra s'opposer à l'exécution d'emprunts ou dépôts susceptibles de nuire à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux. Sans que l'entrepreneur puisse de ce fait prétendre à aucune indemnité.

L'acquisition ou les indemnités pour occupation temporaire des terrains affectés aux dépôts ou décharges ainsi que ceux nécessaires aux emprunts restent à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE II-2- PROVENANCE DES MATERIAUX

Les matériaux dont la fourniture fait partie de l'entreprise proviendront des gisements, carrières et usines proposées par l'entrepreneur à l'agrément d'un laboratoire agréé.

La demande d'agrément accompagnée des pièces justificatives doit être présentée quinze jours (15) avant la date prévue pour l'utilisation du matériau.

L'entrepreneur doit fournir pour chaque livraison les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou facture) et ce conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAGT.

ARTICLE II-3- QUALITE DES MATERIAUX

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par les fascicules suivants :

Le fascicule n°3 du CPC pour les travaux routiers courant relatifs aux travaux de terrassement (complété par les dispositions du Guide Marocain pour les Terrassements Routiers « GMTR »).

Le fascicule n° 4 du CPC pour les travaux routier courants relatifs aux ouvrages d'assainissement et de soutènement.

Les cahiers du fascicule n°5 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux chaussées complétés par la note circulaire n°214..22/50.5/238/340 du 11/12/98. Et la note circulaire n°214.22/40900/2425/2004 du 14/07/2004 relative à la nouvelle norme pour la mesure de la valeur au bleu de méthylène.

Pour la route concernée par ce marché, le trafic est de classe TPL1.

Il est en outre signalé que :

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n°5 cahier n°5 du CPC applicables aux travaux routiers courants complété par la note circulaire n°214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 relative au contrôle et suivi des travaux routiers.

Les liants hydrocarbonés à utiliser seront des catégories suivantes :

Nature des travaux	Catégorie du liant
--------------------	--------------------

- Imprégnation	- Cut-bakc 0/1 ou émulsion à 55% de bitume
- RS Bicouche	- Emulsion de bitume 65%

Matériaux pour Revêtement Superficiel Bicouche

Se référer aux spécifications du CPC, fascicule n°5, cahier n°3.

La granulométrie des agrégats pour revêtement superficiel bicouche sera soumise à l'agrément du maître d'ouvrage. Les agrégats seront conformes aux normes en vigueur et doivent notamment répondre aux caractéristiques suivantes :

- ✓ Dimensions en revêtement bicouche : 6/10 et 10/14
- ✓ Angularité : Concassé pur
- ✓ Dureté : L.A < 25%
- ✓ Usure : M.D.E < 20%
- ✓ Forme : C.A < 25%
- ✓ Polissage : C.P.A < 0.45%
- ✓ Propreté à 1 mm : P.S < 1%
- ✓ Adhésivité : Bonne après 24 heures de séchage

Matériaux pour béton

Le sable pour mortiers et bétons sera lavé. Il ne devra pas renfermer de grains dont la plus grande dimension dépasserait les limites ci-après :

Sable pour béton : 0.005 m
Sable pour mortier : 0.002 m

Les gravillons destinés à la confection du béton devront passer en tout sens dans un anneau de 0.005 m de diamètre intérieur sans pouvoir passer dans un anneau de 0.0025 m de diamètre.

Les gravettes destinées à la confection du béton devront pouvoir passer en tout sens dans un anneau de 0.04 m de diamètre intérieur sans pouvoir passer dans un anneau de 0.005 m de diamètre.

L'emploi de granulats de mer ne sera en aucun cas autorisé.

Liants hydrauliques

Les liants utilisés seront du type CM 25, CPJ 35 et CPJ 45, selon les spécifications de leurs utilisations respectives.

L'emploi de ciment éventé ou encore chaud sera interdit. S'il est livré en sac, il devra être stocké en quantité suffisante pour que le chantier n'ait pas à souffrir de retard dû à une livraison défectueuse.

ARTICLE II-4- CONTROLE DES MATERIAUX :

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3, 4 et 5 du CPC relatifs aux terrassements, ouvrages d'assainissement et chaussées complétés par la note circulaire n°214.22/50/238/340 du 11/12/98 .

ARTICLE II-5 ESSAIS NON CONCLUANTS :

Il est expressément précisé que les frais de reprise des essais non concluants sont à la charge de l'entrepreneur. Dans le cas échéant, ces dépenses seront déduites des acomptes de l'entreprise dues par l'exécution du présent marché.

CHAPITRE III

MODE D'EXECUTION ET EVALUATION DES OUVRAGES

ARTICLE III -1- CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

D'une manière générale, les conditions d'exécution des travaux sont celles définies par les cahiers constitutifs des fascicules 3, 4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courant.

ARTICLE III -2- VISITES ET REUNIONS DE CHANTIERS

L'entrepreneur est tenu de se rendre personnellement aux convocations de l'Administration. La périodicité des visites est fixée par l'ingénieur qui pourra dans les mêmes conditions fixer toutes visites voulues sans préavis de 24 heures.

Il sera dressé, pour chaque réunion par l'administration, un procès-verbal des observations ou décisions de l'ingénieur qui sera contresigné par l'entrepreneur en fin de séance et aura valeur à exécuter des notifications.

Les décisions de l'ingénieur inscrites à un même procès-verbal d'ordre de service.

Ces procès-verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondances entre Ingénieur et entrepreneur. Ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux ses observations, ses réclamations ou réserves.

Lors des visites, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans les conditions de sécurité totale. Il devra aménager un local de réunion et faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition toute fiche d'essai de matériaux reçu sur chantier ou mise en œuvre.

ARTICLE III -3- DIRECTION DES TRAVAUX

Le maître d'ouvrage assurera la direction de l'exécution des travaux, le contrôle de la conformité des ouvrages exécutés et l'élaboration des procès verbaux du suivi de l'exécution des travaux.

L'Entreprise désignera éventuellement à sa charge un laboratoire agréé pour assurer le contrôle des travaux.

Le suivi des travaux va être assuré par un bureau d'étude et sera à la charge de la maitre d'ouvrage.

Tous les travaux faits en dehors de ceux qui ne sont pas manifestement compris dans le marché ne seront ni reconnus, ni payés par le maître d'ouvrage s'ils n'ont pas fait l'objet avant leur exécution d'une lettre de commande de sa part ou notifié par un PV de chantier.

CHAPITRE IV

MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX

ARTICLE IV- 1 - MODE DE MESURAGE

Toutes les quantités d'ouvrage exécuté seront évaluées par le système des métrés dressés après exécution par le BET à la charge de l'Entreprise.

Les surépaisseurs en matériaux pour corps de chaussée ou pour accotements pour sa mise en profil ne seront pas prises en compte. Les frais occasionnés par ces surépaisseurs sont réputés inclus dans les prix correspondants du bordereau des prix détail estimatif.

ARTICLE IV-2- DEFINITION DES PRIX :

Les définitions des prix sont celles donnés par les listes des prix annexés au fascicule n°2 du C.P.C relatif aux clauses financières communes applicables aux travaux routiers courants, complétées par la note n°214.22/50.5/238/340 11/12/98 et la note n°2143/IT/411/01/92 relative aux définitions des prix pour travaux d'accotements.

Les prix unitaires sont présentés par l'entrepreneur hors TVA. Cette dernière est rajoutée au total hors TVA pour fixer le montant du marché.

Les prix unitaires sont présentés par l'entrepreneur hors TVA. Cette dernière est rajoutée au total hors TVA pour fixer le montant du marché.

Prix n° 1 : Terrassement en déblais

Ce prix rémunère au mètre cube les terrassements en déblais en terrain de toute nature, pour mise à profil de la plate-forme

Prix n° 2 : Terrassement en remblais

Ce prix rémunère au mètre cube. Ce prix comprend les terrassements en remblais pour élargissement de la plate forme en toute nature de terrain.

Prix n° 3 : Couche de forme F2

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture et mise en œuvre d'une couche de forme de 30 cm d'épaisseur en F2, exécutée conformément aux prescriptions du fascicule du CPC (B.5.2) et suivant les plans visés « bon pour exécution ».

Prix n° 4 : Couche de fondation en GNF2

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture et mise en œuvre d'une couche de fondation de 15 cm d'épaisseur en GNF2, exécutée conformément aux prescriptions du fascicule du CPC (D,2,1 c) et suivant les plans visés « bon pour exécution ».

Prix n° 5 : Couche de base en GNB

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et la mise en œuvre des matériaux GNB de 15 cm d'épaisseur y/c compactage et arrosage et toutes sujétions

Prix n° 6 : Couche en MS2

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture et mise en œuvre de matériaux sélectionnés pour accotements de 15 Cm en MS2 , exécutés conformément aux prescriptions du fascicule du CPC (D,6,1,1) et suivant les plans visés « bon pour exécution ».

Prix n° 7 : Couche d'imprégnation

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et la mise en œuvre d'une couche d'imprégnation en CB 0/1 ou émulsion à 60% de bitume. Ce prix comprend également le sablage de l'imprégnation par un grain de riz avec un dosage agréé par l'administration.

Prix n° 8 : Revêtement superficiel bicouche

Ce prix rémunère au mètre carré le revêtement bicouche y/c liant et gravette 6/10 et 10/14. les dosages seront déterminés par un laboratoire et la planche d'essai.

Prix n° 9 : Ouverture de fossés

Ce prix rémunère au mètre linéaire l'ouverture de fossés de 0.50 cm de profondeur ; et de 0.60 cm de largeur.

Prix n° 9 : Maçonnerie de moellons - gabion

Ce prix rémunère au mètre cube. Cette maçonnerie sera exécutée en moellons des carrières de la région, hourdée au mortier n°1 les parements seront dressés de manière à ne présenter aucune aspérité.

Les joints seront soigneusement remplis au mortier et lissés à la truelle. Seront exécutées toutes tailles, boutisses dans l'épaisseur du mur et toutes sujétions.

Ce prix rémunéré au mètre cube

Prix n° 11 : Buses Ø 600

Ce prix rémunère au mètre linéaire. Ce prix comprend la construction de traversées busées Ø 600 CAO y/c lit de sable, joints et remblais en matériaux GNF y compris les têtes.

Prix n° 12 : Buses Ø 1000

Ce prix rémunère au mètre linéaire. Ce prix comprend la construction de traversées busées Ø 1000 CAO y/c lit de sable, joints et remblais en matériaux GNF y compris les têtes.

Marche N° :/2018

Travaux d'Aménagement et Revêtement superficiel en bicouche de la piste reliant la RP 5425 et la RR 507 à partir de Galdamane vers la commune de Bab Boudir – Province de Taza –

Marché passé par appel d'offres ouvert en séance publique, en vertu de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 article 17 et alinéa 3 paragraphes 3 article 17 du décret n°2-12-349 du 08 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics .

Arrête à la somme de :

<p><u>Dressé par :</u></p>  <p>18 JAN 2018</p>	<p><u>Vu et Vérifié par :</u></p>  <p>Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès</p> <p>Youssef ZIANI</p> <p>18 JAN 2018</p>
<p><u>Lu et accepté par l'Entrepreneur</u> <u>Soussigné :</u></p>	<p><u>Présenté par :</u></p>  <p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services</p> <p>Abderrazzak MOUMNI</p> <p>05 FEV 2018</p>
<p><u>Visé par :</u></p>	<p><u>Approuvé par :</u></p>